Soutien à l'économie nationale 2021-2025 : Plus de 800 milliards de subventions accordées par l'Etat

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 04 JUIN 2025

1782

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Élection à la Présidence de la CADHP

Un Honneur pour le Mali



...conférence ministérielle de l'APA à Lomé : Président du Conseil reçoit les ministres africains des AE



Police nationale en deuil : Hommage à l'Inspecteur Général de Police Anatole Sangaré


Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »
APPEL GRATUIT
80001120
80001122
+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75
STOP A L'INSECURITE
F A Ma
FORCES ARMEES MALIENNES
HALTE AU
TERRORISME
AU MALI

Sommaire «







Une /

Élection à la Présidence de la CADHP : Un Honneur pour le Mali **P.4**

Brèves /

Obsèques de l'Inspecteur Général Anatole Sangaré : Un hommage national à un serviteur de la Nation **P.10**

Gendarmerie nationale : Un faux capitaine interpellé grâce à des renseignements fiables **P.11**

Hivernage : Les autorités affûtent leurs armes contre les inondations **P.12**

Troisième conférence ministérielle de l'APA à Lomé : Président du Conseil reçoit les ministres africains des AE **P.12**

Actualité /

Avion présidentiel et équipements militaires : Tout un tissu **P.14**

Soutien à l'économie nationale 2021-2025 : Plus de 800 milliards de subventions accordées par l'Etat **P.16**

Politique /

L'équilibre des forces dans les institutions d'État : Où nous mènent les ingénieurs du chaos ? **P.20**

Police nationale en deuil : Hommage à l'Inspecteur Général de Police Anatole Sangaré **P.23**

Le temps est venu de mettre fin à la transition :Pour un Mali debout, républicain et juste **P.25**

Culture & société /

Scandale politique : Des vidéos intimes de la politicienne Denise Dusauchoy fuitent sur la toile **P.28**

International /

Macky Sall face à de graves accusations au Sénégal : Quel avenir politique ? **P.29**

RCI : Ousmane Sonko à Abidjan pour discuter paix et sécurité en Afrique de l'Oues **P.31**

Sport /

Match amical international des aigles du mali contre la rdc : 5 joueurs feront leur baptême du feu **P.32**

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Keïta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko



Élection à la Présidence de la CADHP

Un Honneur pour le Mali

Oui, c'est effectivement un honneur pour le Mali car après avoir été le premier Malien à occuper le prestigieux poste de Vice-président de la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples (CADHP) (2023/2025), c'est maintenant une fierté de hisser haut le Mali avec l'élection de notre distingué compatriote à la haute fonction de Président de la Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP). Il s'agit de l'intègre, militant des droits de l'homme, spécialiste de la justice internationale, l'honorable Juge Modibo Sacko. Cette élection a eu lieu lors de la 77e session ordinaire de la Cour qui s'est tenue ce lundi 2 juin 2025 à Arusha, en République-Unie de Tanzanie.

L'honorable Juge Modibo Sacko a été élu Juge à la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples en février 2021 pour un mandat de six ans. Il est titulaire d'une Maîtrise en droit obtenue à la Faculté de droit et des sciences politiques au Mali, ainsi que de quatre autres diplômes universitaires en droit obtenus à l'Université Ahmed Baba au Mali, à l'Université Jean Moulin 3 en France et à l'Université de Nice Sophia Antipolis en France. De plus, il détient un doctorat en droit obtenu à l'Institut de Pédagogie Universitaire du Mali. Actuellement, l'honorable Juge Sacko est Juge à la Cour suprême du Mali.

L'honorable Juge Modibo Sacko a été élu Président de la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples pour le mandat 2025-2027, succédant ainsi à l'honorable Juge Imani Daud Aboud, dont il était le Vice-Président pendant deux ans lors de son dernier mandat. Il est désormais la première personnalité de

la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples, une cour continentale créée par les États membres de l'Union africaine pour renforcer la protection des droits de l'Homme et des peuples en Afrique. Cette cour complète et renforce le mandat de la Commission africaine des droits de l'Homme et des peuples.

Au Mali, l'élection de l'honorable Juge Modibo Sacko a été perçue comme un honneur témoignant de son expertise juridique et de son engagement indéfectible en faveur des droits humains sur le continent africain.

En rappel : La Cour a été créée en vertu de l'article premier du Protocole relatif à la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples portant création d'une Cour africaine des droits de l'homme et des peuples, adopté par les États membres de la défunte Organisation de l'Unité Africaine (OUA) le 9 juin 1998 à Ouagadougou (Burkina Faso). Le Protocole est entré en vigueur le 25 janvier 2004.

La Cour de Justice Africaine a officiellement débuté ses activités en juillet 2006 à Addis-Abeba, établissant son siège à Arusha (Tanzanie) l'année suivante. Composée de 11 juges,



ressortissants des États membres de l'Union africaine, élus individuellement, la Cour se réunit en sessions ordinaires quatre fois par an et peut également convoquer des sessions extraordinaires.

Nous lui adressons nos meilleurs vœux de réussite dans l'exercice de son mandat, espérant que son action à la tête de cette institution éminente contribuera de manière significative à la promotion et à la protection des droits de l'homme et des peuples africains.

Bokoum Abdoul Momini



Zeinab Evelyne Jacques



Je pense qu'il serait judicieux d'instaurer un couvre-feu à Bamako également, du moins temporairement, car c'est toujours pendant les périodes de fête qu'ils se manifestent.

Yeah Samake



Valoriser l'écriture N'KO, c'est affirmer notre souveraineté culturelle !
Le week-end dernier, j'ai eu l'honneur de recevoir en visite de courtoisie les membres de l'Association Culturelle pour la Promotion de l'Écriture N'KO. Cette rencontre chaleureuse marque un moment fort de reconnaissance mutuelle autour d'un objectif commun : la promotion des langues et écritures africaines comme levier de souveraineté et d'identité.
L'association m'a témoigné sa gratitude pour avoir accepté de parrainer la cérémonie de sortie d'une promotion d'apprenants en N'KO, formés au siège du Comité Ançar Dine de Sabalibougou. Une promotion qui portait mon nom, un honneur que j'accueille avec humilité.
Nous avons échangé sur des perspectives ambitieuses pour généraliser l'apprentissage du N'KO, notamment à travers mes initiatives éducatives, et je me suis engagé à intégrer cette écriture dans le programme de ma future université privée à Ouélessébougou.
En toute sincérité, je compte également m'inscrire personnellement à des cours de N'KO, convaincu que maîtriser nos propres outils linguistiques est un acte de patriotisme et un devoir envers notre héritage.
En guise de reconnaissance, l'association m'a offert un exemplaire du Tourabou, un ouvrage de géomancie écrit en N'KO. Un geste fort, porteur de symboles et d'histoire.
#NKO #CultureAfricaine #SouverainetéLinguistique #Education #YeahSamake #DirigerCestServir #EmpowerMali
Rappelons nous toujours que #DIRIGERCESTSERVIR



Ouverture Média - OM

URGENT :
Ségou : Instauration du Couvre-feu de 21 heures à 6 heures du matin à partir du mercredi 00 heure, jusqu'au 30 juin reconductible.

Alkassoum Maïga



Le samedi 31 mai 2025, la Maison de la Science de de l'innovation de Bobo Dioulasso m'a invité à un webinaire pour traiter du thème "Enjeux psychosociaux des relations interpersonnelles dans le monde scientifique". Merci au Prof Sangaré Ibrahim et à son équipe.



Aboubacar Yacoub Doucoure



Poutine à intérêt de changer immédiatement sa stratégie de guerre contre l'Ukraine c'est l'OTAN qui attaque à la place de l'Ukraine

J'ai l'impression que certains leaders musulmans font la promotion des poules du 31 décembre plus que les sacrifices de Tabaski ! C'est Le monde en l'envers

Poutine à intérêt de changer immédiatement sa stratégie de guerre contre l'Ukraine c'est l'OTAN qui attaque à la place de l'Ukraine

Avez-vous constaté une amélioration de 19 heures d'électricité par jour selon le PAG du PM Moi Oui

Zeinab Evelyne Jacques



COMMUNIQUÉ DE SOUTIEN À NOS FORCES ARMÉES ET DE SÉCURITÉ
Face aux récentes attaques terroristes perpétrées dans les zones de Ansongo, Tombouctou, Boulkessi, Mafeya, San, Djéli et Sirakorola, nous tenons à exprimer notre solidarité indéfectible et notre profond respect à l'endroit de nos Forces Armées et de Sécurité.

Nous saluons le courage, la détermination et le professionnalisme dont nos forces font preuve, chaque jour, au péril de leur vie, pour protéger l'intégrité du territoire national et assurer la sécurité des populations.
Nous condamnons fermement ces actes barbares et appelons l'ensemble des citoyens à l'unité nationale, au soutien actif à nos FAMA et à la vigilance collective, face à l'ennemi commun que représente le terrorisme.
La nation reste debout, unie et fière de ses fils et filles qui défendent la paix, la liberté et la souveraineté du Mali.
Vive nos Forces de Défense et de Sécurité.
Vive le Mali uni, fort et résilient.
Bureau exécutif

COFOR MALI
COALITION DES FORCES JUVENILES POUR LE RENOUVEAU AU MALI

ASSOCIATION COALITION DES FORCES JUVÉNILES POUR LE RENOUVEAU
" COFOR "
SECRETARIAT GENERAL
****

RÉPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une foi
****

Bamako, le 03 Juin 2025

COMMUNIQUÉ DE SOUTIEN À NOS FORCES ARMÉES ET DE SÉCURITÉ

Face aux récentes attaques terroristes perpétrées dans les zones de Ansongo, Tombouctou, Boulkessi, Mafeya, San, Djéli et Sirakorola, nous tenons à exprimer notre solidarité indéfectible et notre profond respect à l'endroit de nos Forces Armées et de Sécurité.

Nous saluons le courage, la détermination et le professionnalisme dont nos forces font preuve, chaque jour, au péril de leur vie, pour protéger l'intégrité du territoire national et assurer la sécurité des populations.

Nous condamnons fermement ces actes barbares et appelons l'ensemble des citoyens à l'unité nationale, au soutien actif à nos FAMA et à la vigilance collective, face à l'ennemi commun que représente le terrorisme.

La nation reste debout, unie et fière de ses fils et filles qui défendent la paix, la liberté et la souveraineté du Mali.

Vive nos Forces de Défense et de Sécurité.
Vive le Mali uni, fort et résilient.

Bureau exécutif

Soutien total à nos Forces Armées et de Sécurité
Je ne peux rester silencieuse face aux attaques lâches et barbares qui ont récemment touché notre pays, dans les zones de Ansongo, Tombouctou, Boulkessi, Mafeya, San, Djéli et Sirakorola.
Je tiens à exprimer tout mon soutien, mon respect et ma reconnaissance à nos forces armées et de sécurité, qui défendent notre patrie au prix de leur vie.
À tous ces hommes et femmes en uniforme, souvent oubliés, souvent critiqués, mais toujours debout : merci.
Merci pour votre courage. Merci pour votre engagement. Merci de ne jamais fuir quand le danger frappe à nos portes.
Ce combat contre le terrorisme est celui de toute une nation. Ce n'est pas le moment de se diviser ou de baisser les bras.
Ensemble, nous triompherons.
Force et honneur à nos soldats.
Vive le Mali.



La pauvreté du débat public a atteint une limite plus qu'inquiétante. Lorsque vous analysez les sujets brûlants de l'actualité en y faisant juste un peu de recherche, le 1er constat qui s'impose est que 99% de ceux qui s'y prononcent ont non seulement pas la notion du sujet, mais ne se donnent pas la peine de chercher à comprendre avant de s'y prononcer.
Pour ce qui est de la sortie du Minsitre de l'économie et des Finances, A. Sanou, sur la question du chômage, il a d'abord donné la définition d'un chômeur selon des standards économiques.
La définition du Ministre peut se résumer ainsi:
Un demandeur d'emplois en âge de travailler qui, après avoir effectué une demande d'emplois, n'a pas eu de réponse au bout de 02 mois d'attente. Pour avoir le taux de chômage, on calcule l'indice de ces demandeurs en attente pour le diviser par le nombre total des demandeurs. C'est à base de cette théorie qu'il a avancé le chiffre de 3,5% en 2025 contre 6,1% en 2020.
Toute contradiction de ce chiffre du Ministre, qui se veut rigoureuse, doit au préalable:
1-Prouver que sa définition du chômage n'est pas économiquement fondée ainsi que sa théorie du calcul du taux.
2-Exposer la vraie définition et la vraie théorie du calcul du taux afin que nous puissions refaire le calcul. C'est à partir de là que la lumière jaillira facilement pour éclairer nos lanternes.
Des contradictions factuelles, partant de nos observations profanes de la réalité, sont aussi admissibles lorsqu'elles arrivent à pointer du doigt la déconnexion entre les chiffres et la réalité du terrain.
Pour ma part, je pense que le secteur économique, en général, souffre de nombreuses théories dont l'usage donne des résultats erronés dans nos pays africains soit par leur déphasage avec la réelle soit par l'absence de données fiables au moment de leur application.
C'est ce qu'on constate dans la notion du chomage exposée par le Ministre Sanou qui ne tient compte que des demandes émises dans le secteur formel. Or selon le rapport de l'ODHD-LP, le secteur informel au Mali représente 91,5% des travailleurs contre seulement 8,5%. Cela veut dire que ce chiffre du Ministre par d'une catégorie

du secteur de l'emploi extrêmement minoritaire à savoir le formel. Et cette domination est une réalité dans tous les pays à très faibles revenus en général.
À partir de là, nous pouvons constater que cette théorie ne peut jamais faire la lumière sur la question de l'emploi dans nos pays tant qu'il ne tiendra pas compte du secteur qui emploie le plus de population active. Il ne sera jamais possible de résoudre nos problèmes avec des théories en déphasage de nos réalités. C'est pour cela que la question de souveraineté doit passer au préalable par la mise en place des mesures tenant compte de nos réalités afin de pouvoir avancer.
Ousmane Ousmo Dembele



Issiaka Tamboura



Aux donneurs de moutons de tabaski en masse, vous voyez les images de notre guerre ? Soldats qui meurent et d'autres qui sont faits prisonniers ?
Ne pensez surtout pas que c'est à cause du salaire que cela leur arrive. C'est tout une Foi qui conduit un homme conscient sur un terrain de la terreur. Alors c'est à leurs familles qu'il faut donner les moutons. Y a pas plus méritants que ces familles.
Bonne soirée !

Daouda Bakary Kone



Au Mali, le tribunal de commerce reporte le procès de Barrick Mining à jeudi 5 juin : Une audience déterminante sur la question de l'administration provisoire du complexe aurifère

Mali: tous les camps militaires sur le territoire national sont sous contrôle de l'armée Malienne. La puissance de feu des FAMAS est tranchante.

Mali: un couvre-feu nocturne instauré à Ségou dès le 4 juin. De 21h00 à 06h00. Selon une note du gouvernorat de ladite région cette décision intervient face aux menaces persistantes des groupes extrémistes.

Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale

Régime d'assurance maladie universelle : Le projet de référentiel des actes et des produits de santé et leur base de tarification
Le chargé de mission, #Séni_Pama, a, au nom du Ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Protection sociale (#MFPTPS), ouvert les travaux de l'atelier de validation du projet de référentiel des actes et des produits de santé éligibles au régime d'assurance maladie universelle (#RAMU) et leur base de tarification, ce mardi 3 juin 2025, à Ouagadougou.
Cet atelier vise d'une part, à faire une présentation sur le RAMU et d'autre part, à examiner et valider le référentiel des actes professionnels éligibles au RAMU et leur base de tarification, le référentiel des produits de santé et leur base de tarification, celui des prestations de soins de santé soumises à autorisation préalable ainsi que les textes d'adoption de ces référentiels.
Pour le chargé de mission Pama, l'adoption de ces référentiels constitue un pas décisif dans la mise en œuvre effective du RAMU au profit des populations burkinabè.
« Elle permettra aux techniciens et à l'ensemble des acteurs, notamment les prestataires de soins de santé, les acteurs impliqués dans la chaine de liquidation des dossiers de prestations et les praticiens conseils de disposer d'outils importants de gestion du Régime. Ces outils ont vocation de les éclairer et les guider dans l'exercice de leurs fonctions en donnant des détails sur les prestations éligibles et celles soumises à accord préalable », a-t-il indiqué.
De ce fait, cet atelier de trois jours revêt une importance capitale pour les ministères en charge de la protection sociale et celui de la santé.
A en croire M. Pama, il permettra d'éclairer les deux ministres sur la prise d'arrêté conjoint devant adopter le référentiel relatif aux produits de santé éligibles ainsi que leur base de tarification.
Tout en appelant les participants à une franche collaboration pour l'atteinte des objectifs de l'atelier, il a relevé qu'ils mettront beaucoup plus l'accent sur le volet tarification au cours des travaux dans la mesure où, selon lui, c'est à travers elle que se fera l'achat des prestations de soins de santé.
« Il convient de parvenir à des référentiels qui assurent la protection

financière des assurés et une bonne santé financière des prestataires de soins de santé tout en préservant la viabilité et la pérennité du RAMU », a soutenu Séni Pama.
Il a invité les participants venus pour la plupart des centres de santé, à faire preuve de dépassement et de réalisme en tenant compte du contexte national du pays et ses conséquences sur les populations.
« Je suis persuadé que vous saurez mettre vos différentes expériences et expertises à contribution afin d'atteindre les résultats attendus », a-t-il conclu.
#Assurance maladie universelle
#Projet de référentiel des actes et des produits de santé et leur base
#Tarification ainsi que leurs textes d'adoption en cours de validation
#Caisse nationale d'assurance maladie universelle
#Organisation internationale du travail
#Régime d'assurance maladie universelle
#Convention 102
#Ministère de la Fonction publique du Travail et de la Protectio sociale
DCRP/MFPTPS



Drissa Meminta

L'Algerie doit comprendre que nous voyons tout ce qu'elle prépare à ses frontières. Ce rassemblement des futurs cadres va causer la chute de Teboune Inchallah ! Traverser la frontière, on vous attend Bi Iznllah

Ceux qui se moquent quand nous sommes attaqués, ce sont les mêmes qui crient aux exactions quand nos militaires avancent. Ne vous inquiétez pas, regardez le ciel et cherchez refuge sous terre, car ça va secouer

Bureau synabef

Genève : Le #SYNABEF participe à la conférence international du travail
Une délégation malienne est actuellement à Genève pour prendre part à la Conférence internationale du travail, qui se déroule du 02 juin au 13 juin 2025.
Cette année, lors de la 113e session, les discussions porteront sur des sujets clés, notamment l'élaboration de nouvelles normes pour la protection des travailleurs contre les risques biologiques, la promotion du travail décent dans l'économie des plateformes et des stratégies novatrices pour la transition de l'économie informelle vers l'économie formelle.
Le #SYNABEF participe à travers l'UNTM.
Le Mali est représenté par 73 délégués dont deux (2) de nos camarades du SYNABEF (#Makan #Brehima #DIALLO, secrétaire administratif dans la commission normative sur les dangers biologiques et #Cheick #Oumar #DIAKITE, 2 Secrétaire Général Adjoint du SYNABEF dans la commission d'application des normes), des membres du Gouvernement (Monsieur Fassoum COULIBALY, Ministre du Travail, de la Fonction Publique et du Dialogue Social, Colonel Assa Badiallo TOURÉ, Ministre de la Santé et du développement Social et Madame Oumou SALL SECK, Ministre de l'entrepreneuriat national, de l'emploi et de la formation professionnelle) et des Employeurs.
L'objectif principal de cette conférence est d'établir et d'adopter des normes internationales en matière de travail.
Cet événement annuel rassemble à Genève, en Suisse, les délégués des gouvernements, les employeurs et les travailleurs des 187 États membres.



Abonnez vous à votre journal numérique
Malikilé
pour recevoir les dernières informations
Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com

Obsèques de l'Inspecteur Général Anatole Sangaré : Un hommage national à un serviteur de la Nation

La Nation a rendu son dernier hommage à l'Inspecteur Général de Police Anatole Sangaré, décédé à l'âge de 77 ans. Les cérémonies émouvantes se sont déroulées ce lundi 02 juin 2025 à l'École Nationale de Police Amadou Touré, connue sous le nom de "Gandi". Sous la présidence du Premier ministre et ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, le Général de Division Abdoulaye Maïga, la nation a honoré la mémoire de feu Anatole Sangaré.

Dans un moment chargé d'émotion, le Général de Division Maïga s'est recueilli devant la dépouille de son beau-père avant de signer le livre de condoléances. Lors de l'oraison funèbre, le Directeur général adjoint de la Police nationale a retracé le parcours exemplaire d'Anatole Sangaré, soulignant son engagement, sa loyauté, son courage et son dévouement au service de la patrie.

Au cours de sa carrière remarquable, Anatole Sangaré a occupé des postes de haute responsabilité tels que Directeur Général de la Police Nationale, Directeur Général d'Air Mali, Directeur Adjoint et Directeur Général de la Sécurité d'État. Il a également participé à des missions de maintien de la paix à l'étranger, démontrant ainsi son dévouement envers la sécurité et la stabilité nationales.

Son ancien camarade de promotion à l'École de Police, l'Inspecteur Général à la retraite Namakoro Diarra, a partagé des souvenirs émouvants de leur parcours commun. Pour lui, la disparition d'Anatole Sangaré laisse un vide immense dans le cœur de tous ceux qui l'ont connu.

Selon son fils, Cheick Sala Sangaré, feu Anatole Sangaré a été un modèle



de courage pour ses enfants, qui s'engagent à perpétuer son héritage. La cérémonie s'est déroulée en présence de représentants du Président de la Transition, des institutions de la république, de membres du gouvernement, de proches et d'amis, témoignant de l'impact de cet homme d'exception.

Anatole Sangaré restera une figure emblématique de l'histoire sécuritaire du Mali, laissant derrière lui un héritage indélébile. Des prières ont été offertes à la cathédrale de Bamako pour le repos éternel de son âme, tandis que ses proches et amis ont rendu hommage à ses actions louables. L'Inspecteur Général Anatole Sangaré repose désormais pour l'éternité au cimetière de Bamako Coura.

En ce moment de deuil national, le Mali pleure la perte d'un grand homme, d'un serviteur dévoué et d'un modèle d'intégrité. Repose en paix, Mon Général.

Yacouba Ongoiba





Gendarmerie nationale : Un faux capitaine interpellé grâce à des renseignements fiables

Grâce à des informations précises fournies par la population, la Brigade Territoriale de la Gendarmerie de Faladiè a procédé, le lundi 19 mai 2025, à l'arrestation d'un individu se faisant passer pour un officier de l'armée. L'individu a été appréhendé à Yirimadio, non loin de l'échangeur, alors qu'il portait une tenue militaire en mauvais état.

Le suspect se présentait comme un capitaine des commandos parachutistes (RCP). Une perquisition menée à son domicile a permis la saisie d'un important lot d'effets militaires, de documents compromettants ainsi que de fausses pièces d'identité.

Selon le Chef d'Escadron, Commandant du Groupement Territorial de la Gendarmerie de Bamako, le Colonel Daouda Keïta, cette opération réussie est le fruit d'une collaboration fructueuse entre les forces de sécurité et la population. Il a félicité les citoyens pour leur vigilance et les a exhortés à continuer de coopérer avec les forces de défense et de sécurité pour la réussite des missions de sécurisation du territoire.

Le Colonel Keïta a par ailleurs rassuré que la hiérarchie militaire reste pleinement engagée pour garantir la sécurité des personnes et de leurs biens sur toute l'étendue du territoire national.

Sgt Bintou F TRAORE

Forces Armées Maliennes



Troisième conférence ministérielle de l'APA à Lomé : Président du Conseil reçoit les ministres africains des AE



Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a accueilli le lundi 02 juin 2025 une délégation des ministres africains en charge des Affaires étrangères réunis à Lomé pour la troisième conférence ministérielle de l'Alliance politique africaine (APA).

La délégation comprenait les ministres des Affaires étrangères et de la coopération du Mali et du Niger, la vice-ministre des Affaires étrangères de la République Démocratique du Congo (RDC), ainsi que les ministres délégués aux Affaires étrangères du Libéria, du Tchad et du Burkina Faso. Ces diplomates africains ont présenté au Président du Conseil les conclusions de cette troisième conférence ainsi que la déclaration de Lomé, visant à renforcer la voix de l'Afrique sur la scène internationale dans un contexte mondial marqué par des bouleversements géopolitiques majeurs.

Abdoulaye Diop, ministre malien des Affaires étrangères et de la coopération, a déclaré : « Nous avons eu l'honneur d'être reçus par le Président du Conseil à la clôture de la troisième session de l'Alliance politique africaine, une initiative lancée sous l'égide du Togo. Nous lui avons présenté les conclusions de nos travaux et la déclaration adoptée, ouvrant de nouvelles perspectives pour relever les défis auxquels nous sommes confrontés ».

La délégation s'est félicitée des orientations données par le Président du Conseil pour une meilleure mise en œuvre des recommandations de cette rencontre panafricaine. Ils ont salué la nomination de Faure Essozimna Gnassingbé à la tête du Conseil et ses efforts constants en faveur de la paix en Afrique.

Le ministre malien des Affaires étrangères et de la coopération a ajouté : « Nous avons félicité le Président Faure Gnassingbé pour sa nomination à la tête du Conseil de la République togolaise et lui avons exprimé nos vœux de succès dans l'accomplissement de cette mission. Nous l'avons également félicité pour son rôle de Médiateur désigné par ses pairs de l'Union africaine pour promouvoir la paix et la stabilité en République Démocratique du Congo ».

Rappelons que l'Alliance politique africaine (APA) a été lancée par le Togo en 2023 pour soutenir les actions de l'Union africaine (UA) et des communautés économiques régionales afin de positionner le continent africain comme un acteur majeur dans l'élaboration des futurs équilibres mondiaux.

Arouna Sidibé

Hivernage : Les autorités affûtent leurs armes contre les inondations



La saison des pluies s'annonce peu à peu sur toute l'étendue du territoire malien, ne même temps que le début des vacances et la reprise du chemin des champs.

Autrefois, cette saison était la plus attendue et la plus prisée pour les bons présages dont elle est porteuse. Mais elle s'annonce de plus en plus sous de mauvais auspices tant elle est source d'inquiétudes et de cauchemar pour certaines catégories de concitoyens, notamment les riverains de cours d'eaux de nombreuses localités.

L'année dernière, par exemple, la saison des pluies s'était révélée particulièrement catastrophique à Bamako, une ville fortement touchée par des inondations. Plusieurs quartiers de la capitale ont été affectés par ce phénomène, une conséquence du changement climatique dont les effets sont accentués par le mauvais comportement de certains citoyens. Par-delà les nombreuses pertes en vies humaines, les inondations occasionnent chaque année de centaines sans-abris parmi des concitoyens privés en même temps de leurs biens. Ils sont les victimes d'inondations causés par les fortes pluies, mais également par l'incivisme de ceux qui en profitent pour se débarrasser de leurs déchets solides, en les entrainant dans les vagues diluviennes de surface ou les jetant dans les caniveaux. Conséquence : les collecteurs sont obstrués et finissent par déborder et submerger des riverains impuissants.

C'est pour juguler le phénomène et éviter le cauchemar de l'année dernière que les autorités ont initié une campagne de curage des caniveaux et collecteurs de la capitale. L'opération vise à minimiser les risques d'inondation et le désastre qui pourrait en découler. Le gouvernement a en effet procédé, le jeudi 15 dernier, au lancement officiel des travaux en question. Selon la ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable, Doumbia Mariam Tangara, ce projet concerne l'ensemble de six communes de Bamako et prévoit le curage de 131 073 mètres linéaires de collecteurs à purée et 235 365 mètres linéaires de caniveaux.

Aly Poudiougou
Source: Le témoin

INSTITUT NATIONAL DE PREVOYANCE SOCIALE

DIRECTION GENERALE
SERVICE DES RELATIONS PUBLIQUES

INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

COMMUNIQUÉ

La Direction Générale de l'INPS informe les retraités et rentiers ivoiriens qu'elle procédera à l'arrêt définitif des paiements des pensions de l'année 2024, le mercredi 30 avril 2025.

Pour ceux qui n'ont pas encore touché leurs pensions et rentes: ils peuvent se présenter dans les lieux habituels de paiement. Passé ce délai, les montants seront reversés à la partie ivoirienne.
La Direction des relations extérieures sait compter sur la bonne compréhension de tous.

Bamako, le 10 mars 2025
La Direction

© SRP INPS 2025

Avion présidentiel et équipements militaires : Tout un tissu



Après un premier épisode gênant pour une autorité judiciaire aux ordres et guidée par les volontés politiques biaisées, le procès de l'avion présidentiel et des commandes militaires a repris avec le retour à la barre, il y une dizaine de jours, de la plus célèbre des inculpés, l'ancienne ministre Fily Sissoko.

Les circonstances inédites de comparution en rajoutent au discret du dossier ainsi qu'à la hideur des procédures judiciaires sous la Transition.

En effet, l'ancienne ministre de l'Économie et des Finances – non moins ancienne commissaire du Mali à l'Uemoa – a été retirée du lit qu'elle garde depuis un mois environ pour être présentée devant des juges apparemment indifférents à son état et pour répondre de faits accablants comme le faux et l'usage de faux, entre autres chefs d'inculpation. Le rendez-vous a raté pour cause de présomptions d'incapacité physique, mais les juges de l'institution suprême devront décider aujourd'hui de son aptitude à comparaître à nouveau, sur la base d'une expertise commanditée pour ce faire.

En attendant, ses avocats ainsi que ceux d'autres coaccusés sont restés droits dans leurs bottes et continuent de prétendre, ni plus ni moins, au renvoi du procès sine die ainsi qu'à sa libération et celle du colonel Dabitao. Quoique la requête soit rejetée par les assises, on peut en déduire que les auditions de nouveaux témoins de luxe – dont l'ancien PM Moussa Mara – n'ont guère bouleversé outre mesure les tendances et positions, depuis les premières comparutions conclues sur un camouflet pour la partie poursuivante.

Annoncé comme emblématique de la lutte contre l'impunité et instruit au forceps par la Cour suprême au mépris des privilèges de juridiction, le dossier avait en effet tourné court lors des précédentes audiences publiques où l'accusation a éprouvé grand mal à adosser les chefs d'inculpation sur des faits et témoignages solides. En cause, une impréparation manifeste du procès qui aura plutôt conforté les présomptions d'un dossier tiré par les cheveux, depuis son exhumation aux dépens de l'ancien PM Soumeylou B. Maïga mort en détention sans avoir eu l'occasion de se défendre.

Des connexions avec l'affaire Sanogo

Pour les plus initiés et observateurs avertis de l'histoire, le rebondissement spectaculaire de cette affaire préalablement classée sans suite

ne doit rien au hasard. Il est intervenu notamment dans la foulée d'une autre affaire gênante que l'autorité politique de l'époque, assez frileuse en son temps, a préféré étouffer pour s'en épargner les ébruitements et évolutions incontrôlables. Il s'agit du célèbre dossier des «bérets rouges» dont l'enrôlement était apparu un torchon brûlant entre les pouvoirs judiciaire et l'exécutif, à l'expiration des délais légalement admis de la détention préventive des hauts gradés impliqués. L'autorité judiciaire entendait le conduire à son terme, tandis que l'exécutif semblait avoir des raisons inavouables de préférer un arrangement extrajudiciaire à des assises publiques porteuses d'éventuels malaises. C'est ainsi qu'au bout d'âpres négociations entre les deux parties, une certaine «Loi d'Entente nationale» sera mise à profit pour justifier l'extinction des actions publique et civile d'un crime de sang par un désintéressement des ayants-droits des 21 «Bérets Rouges» assassinés. En échange de quoi, le ministère public, sous la férule d'un certain Garde des Sceaux Me Malick Coulibaly, a requis et obtenu des autorités la caution politique de réouvrir le dossier des «équipements militaires et de l'avion présidentiel» préalablement par deux fois classé sans suite. La caution d'une impunité plus criminelle aura ainsi été monnayée contre le gage d'une volonté politique de sévir contre l'impunité à col-blanc.

Procédures mitigées et tirées par les cheveux…, un tissu d'incohérentes

L'ancien Directeur de Cabinet de la présidence, Mamadou Camara, sera le premier cobaye de cette expérimentation bancale, qu'il allait payer par un séjour carcéral mitigé, au mépris de la procédure convenable à son rang de ministre. Il lui est notamment reproché une correspondance émise au nom de son employeur, IBK, à l'ordre de qui un certain conseiller de la présidence, Mamadou Kagbassy, est désigné comme représentant attitré de l'Etat dans le processus d'acquisition de matériels et équipements militaires pour 69 milliards de nos francs. Quelle est, en définitive, la partition personnelle de leur employeur, IBK qui, de son vivant, n'a jamais contesté sa responsabilité dans la démarche imputable à son ancien Directeur de cabinet ? La question aura été habilement éludée par la justice, au détour d'une libération de ce dernier et en vertu du privilège



de juridiction inhérent à son rang de ministre. Les ennuis judiciaires de l'ancien ministre de la Communication n'en seront que différés. Il va renouer avec l'expérience carcérale, suite au rebondissement du dossier par des nouveaux leviers juridiques tirés par les cheveux, dans le sillage notamment de l'inculpation de Soumeylou B. Maïga par la Cour suprême sans passer par les voies légales d'une Haute Cour de Justice, instrument sine qua non de la poursuite d'anciens ministres. Quoique disparue avec le parlement dont elle est l'émanation, le procureur général près la Cour suprême ne l'entend pas de cette oreille et a beau jeu de s'y prendre par une acrobatie judiciaire qui n'aura contribué qu'à révéler la justice malienne sous ses facettes les moins enviables. Pour la première fois, depuis Modibo KEÏTA, un homme d'Etat meurt en détention préventive, pour des chefs d'inculpation dont l'inconsistance sera mise à nu par la comparution publique des survivants. En cause, une procédure pénale rattrapée par les incohérences d'une institution judiciaire où le dossier «des matériels et équipements militaires» avait été précédemment tranché par sa Section administrative au profit des accusés. Un dénouement qui devrait contrarier toutes prétentions accusatrices, d'autant qu'il repose sur la reconnaissance de l'Etat malien comme redevable a l'attributaire dudit marché du même montant (69 millards F CFA) dont la moralité est contestée par le parquet.

La procédure de l'avion présidentielle ne respire pas une posture meilleure pour l'accusation. Celle-ci s'adosse notamment sur les paiements d'avances que la ministre des Finances a autorisé en vertu de la même raison d'urgence politique ayant sous-tendu la «lettre de garantie» qu'on lui reproche dans le cadre de la commande des «matériels et équipements militaires». Sauf que pour tous les deux dossiers, on est en droit des interroger sur les raisons pour lesquels la démarche procédurale a toujours consisté à éluder le mobile déclencheur qu'est la raison politique, un élément assez déterminant pour que son exclusion déteigne sur la manifestation de la vérité. IBK s'est servi pour renvoyer l'ascenseur à ses soutiens financiers de 2013 par l'attribution des marchés de l'avion et des matériels militaires, les autorités de la Transition en profitent probablement pour utiliser les boucs émissaires du régime défunt comme gage d'une volonté politique mitigée de sévir contre les impunités du passé. Comment expliquer autrement qu'on prenne de protéger des faits poursuivables de même nature par des mesures réglementaires dérogatoires, au mépris de toute orthodoxie en matière de gouvernance ?

A. KEÏTA
Source: Le témoin

Soutien à l'économie nationale 2021-2025 : Plus de 800 milliards de subventions accordées par l'Etat



Le ministre de l'Economie et des Finances, Alousseni SANOU, lors de l'émission, Mali Kura Taasira 3, diffusée sur ORTM le samedi 31 mai 2025 a affirmé que la transition entre 2021 à 2025 a consenti plus de 800 milliards dans la subvention en vue de soulager les populations, mais aussi de permettre à certains services comme la CMDT de renforcer leur capacité.

« L'économie du Mali se porte bien et tous les indicateurs sont orientés vers de bonnes tendances », a rassuré le ministre de l'Economie et des finances, Alousseni SANOU, lors de Mali Kura Taasira 3, l'émission où les membres du gouvernement, abordent l'actualité de leur département respectif.

À cette occasion, le ministre SANOU a mis l'accent sur les efforts consentis par les autorités en vue de maintenir la dynamique de l'économie nationale.

À cet effet, entre 2021-2024, le cumul des subventions accordées s'élève à plus de 800 milliards de FCFA, a-t-il évalué, sans compter les engagements en cours de négociation.

Selon le ministre, ces subventions directes permettent de soutenir les allègements fiscaux et les mécanismes de relance sectorielle.

Ainsi, il est revenu sur ces efforts colossaux, soulignant avoir appuyé la CMDT qui avait rencontré des difficultés en 2020, année durant laquelle la production avait chuté à 255 000 tonnes.

Pour restaurer la confiance, l'État n'a pas hésité à s'impliquer pleinement : désignation d'un mandataire judiciaire, revalorisation du prix du coton à 290 francs CFA, puis 300 francs CFA, paiement des 69 milliards d'impayés de la filière et titrisation de 70 milliards de financement en décembre 2024.

Résultat : un record historique de 795 000 tonnes de coton récoltées en 2021-2022.

«En même temps qu'on a payé les 20 milliards de subventions, en tout, l'État a payé 90 milliards de FCFA à la CMDT en décembre dernier

», a-t-il fait le point. Tout cela, a-t-il expliqué, pour permettre à la CMDT de contenir la croissance dans le pays.

En outre, il a affirmé que l'Etat a accompagné la COMATEX, l'OMH, l'UMPP qui avaient des difficultés en vue de les mettre sur pied. Ainsi, la relance de la COMATEX a nécessité un premier apport de 787 millions, auquel viendra s'ajouter un second financement supérieur à un milliard de FCFA.

L'UMPP, pilier de la production pharmaceutique, a perçu 1,253 milliard pour sa remise à flot, avec une seconde phase d'expansion en cours de négociation. La finalité est de permettre à l'UMPP de produire localement les 14 produits qui font partie de l'assistance maladie obligatoire.

Le gouvernement s'est également engagé à soutenir le secteur privé via un fonds de garantie, doté de 28 milliards, permettant de générer plus de 150 milliards de crédits bancaires et 17 000 emplois.

« Dans le même temps, nous avons le PAFEM, qui est un programme financé par la Banque mondiale, logé au niveau du ministère de l'Économie et des finances, qui était également chargé de lancer toutes les activités et d'amélioration du circuit financier. Ce secteur a également pu financer beaucoup d'ONG dans le centre et beaucoup de petites et petites micro-entreprises dans le centre du Mali, ce qui a pu créer à peu près 17 286 emplois. Donc, c'est à partir de ces différentes activités que nous avons pu maintenir notre économie », a indiqué le ministre SANOU.

Concernant la maîtrise du prix des denrées alimentaires, le ministre de l'Economie a souligné que l'État accorde des subventions à de nombreux secteurs en signant notamment des conventions avec toutes les cimenteries.

Si elles permettent aux Maliens d'avoir du ciment de sortie d'usine à un prix constant, cependant, a-t-il relevé, elles font des manques à gagner importants au Trésor qui se chiffrent environ à plus de 25 milliards de francs CFA.

« L'État fait des subventions importantes au niveau des sociétés qui transforment du blé. Aujourd'hui, on a un contrat sur trois ans avec ces sociétés qui coûtent un manque à gagner d'environ 75 milliards sur trois ans à l'État », a-t-il ajouté.

Toujours sur le plan social, l'Etat accompagne l'Énergie du Mali (EDM-SA). Il est aujourd'hui le secteur qui a bénéficié le plus de subventions de l'Etat.

Ce constat est plus frappant : « Entre 2021 et 2024, la subvention totale accordée à l'énergie du Mali a été de 461 milliards de francs et francs, de 2021 à 2024. L'année passée, on a subventionné 55 milliards. Cette année, ça va être 60 milliards », a affirmé le ministre SANOU.

À entendre le ministre, la subvention au secteur de l'énergie va se poursuivre « jusqu'à ce que les investissements structurants, qui sont en train d'être mis en œuvre, puissent amener du mixte énergétique et permettre donc à la société de pouvoir s'équilibrer tout de suite ».

Une hausse de 46 % des recettes grâce à la digitalisation

À l'ère des multiples transitions que connaît le Mali, la transformation numérique de l'administration publique s'impose désormais comme l'un des leviers majeurs de la modernisation de l'État.

Une conviction portée par le ministre de l'Économie et des Finances, Alousséni Sanou, qui a présenté les résultats tangibles de cette digitalisation en matière de mobilisation des recettes.

« Depuis l'annonce du chef de l'État à Ségou, en juin 2024, nous avons accéléré la mise en





œuvre du Modus Trésor Pay, un dispositif qui permettra à terme que tous les paiements à destination de l'administration se fassent de façon totalement numérique », a déclaré le ministre.

Et les premiers effets ne se sont pas fait attendre. Sur les axes prioritaires de perception (documents administratifs, contraventions, fiscalité locale, recettes douanières ou encore services universitaires), les recettes ont connu une hausse de 46,6 %.

Ainsi, les 826,6 millions de FCFA collectés avant la digitalisation sont passés à 1,21 milliard de F CFA après mise en œuvre des outils numériques, soit une augmentation de 46%.

Les domaines concernés sont notamment : les cartes d'identité, cartes grises et permis de conduire, les amendes et contraventions de police, les immatriculations et visites techniques, l'état civil, la fiscalité numérique, les services du Centre des œuvres universitaires (CENU).
Dans ce dernier secteur, le ministre a révélé que la digitalisation a permis d'identifier des fuites de ressources estimées à près de 4 milliards de FCFA, auparavant dissimulées dans des zones d'opacité ou de paiements irréguliers.
«Aujourd'hui, tout ce qui se paye au niveau des universités est tracé. La transparence est devenue un outil de bonne gouvernance», a-t-il souligné.

Mais au-delà de l'aspect strictement budgétaire, la digitalisation vise également à réduire les inégalités d'accès aux services publics.

« Il ne faut pas qu'un citoyen à Bamako ait plus de facilité à accéder à un service que celui qui vit à Kati ou à Kolokani », a plaidé le ministre.

Le développement de plateformes numériques permet désormais à chaque Malien, quel que soit son lieu de résidence, de bénéficier des services administratifs, parfois en un clic.

L'impact de la réforme du secteur minier

Adopté récemment dans le cadre d'un vaste chantier de réforme économique, le nouveau Code minier, couplé à la loi sur le contenu local, a permis une hausse sans précédent des revenus issus de l'exploitation aurifère.

« On était, par exemple, à 235,5 milliards pour toutes ces sociétés. Et avec le nouveau code minier en 2023, on a atteint 767,4 milliards, ce qui fait un gain de 531,9 milliards. Donc, ça, c'est l'impact sur l'application du code minier par les sept principales sociétés minières », a-t-il déclaré.

Outre les recettes fiscales, la loi sur le contenu local vise à garantir une meilleure implication des entreprises maliennes dans la chaîne de valeur minière. Elle impose aux sociétés étrangères de recourir prioritairement à des prestataires, à une main-d'œuvre et à des biens et services locaux, favorisant ainsi le développement de PME nationales et la création d'emplois durables.

« Il ne s'agit plus seulement de tirer des ressources financières de nos mines, mais de faire en sorte que le secteur contribue au tissu économique local de manière structurée et inclusive », a insisté le ministre.

PAR SIKOU BAH
Source : Info Matin

OCLEI

OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE



Institution nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

2019 à 2022 en chiffres

23 dossiers transmis à la justice

Pour un montant de **23, 918 MILLIARDS FCFA**

- 123 grandes activités de sensibilisation organisées
- 9 838 personnes directement touchées
- 1 967 déclarations de biens traitées
- 8 protocoles d'accord de coopération internationale signés
- 4 études faites sur la corruption et l'enrichissement illicite au Mali

Dénoncez gratuitement les faits de corruption et d'enrichissement illicite

NUMÉRO VERT : 80 00 22 22

BAMAKO, Hamdallaye ACI 2000, Rue 390, Place CAN

(+223) 20 29 12 29 / Boîte Postale : E3977

contact@oclei.ml www.oclei.ml

L'équilibre des forces dans les institutions d'État : Où nous mènent les ingénieurs du chaos ?



Connaissez-vous les ingénieurs du chaos ? Ce sont ces idéologues malhabiles, de véritables marchands d'illusions, qui nous viennent du chaos lié au déséquilibre des forces, en somme, de la fracture des forces de la nation. Maîtres en discours propagandistes, ils tentent d'embrigader les consciences nationales. Sur leur trace, c'est l'anarchie, la corruption, la négation du droit et tout ce qui s'en suit...

L'univers est conçu par la théorie de l'équilibre des forces : les galaxies, les planètes, l'infiniment petit, tous générés de la même manière par l'équilibre des atomes autour du noyau. Ainsi donc, si le déséquilibre arrive dans la matière, comme c'est le cas pour l'uranium qui est utilisé dans la fabrication de la bombe atomique, c'est le chaos inévitable. C'est la mort, c'est la destruction de notre univers. En dehors de la matière, un pays également, où il n'y a pas d'équilibre dans les composantes de la société, c'est-à-dire entre la sphère publique, privée et société civile, en somme les forces de la nation, c'est l'anarchie, la corruption, la mauvaise gouvernance, la pauvreté, la négation du droit. Ici, c'est là où justement la personne humaine n'a plus de valeur, ni d'honneur ni de dignité. De plus, elle manque de créativité. Elle n'a pas la passion de faire et de bien faire les choses, ni de travailler tout simplement alors qu'on sait, de tout temps, que c'est le travail qui anoblit l'homme. Ensemble, avec l'équilibre des forces de la nation, nous créons une société de travail pour les générations futures.

Totalitarisme à la soviétique, mode politique. D'un bon équilibre des forces économiques et

politiques, naîtra absolument une paix sociale dynamique, vecteur d'entreprises créatrices de richesses nationales, d'attractivité pour le pays. À force égale, par le jeu des équilibres de forces, il est plus facile de s'asseoir autour d'une table, les parties ayant chacune conscience du poids de l'autre dans la négociation. De ce fait, il est donc plus facile de se dire la vérité et de construire ensemble l'avenir. À l'évidence, l'équilibre des forces permet de connaître la valeur de l'autre dans toute négociation. Ainsi il est plus commode de se tenir le langage de la vérité pour avancer ensemble, car chacun jouant pleinement son rôle dans la société, plutôt que de se gonfler les pectoraux, en continuant à se regarder en chiens de faïence. Comme on s'en rend compte, sans cet équilibre, il n'y aura jamais de bonne gouvernance, ce mal absolu de notre pays qui mine à la longue toutes nos institutions.

L'empire et les colonies : naissance d'un souverainisme totalitaire. C'est là le début du processus d'anéantissement de toutes idées nouvelles, surtout celles discordantes de la chapelle officielle. Dans la société où nous vivons, si les rôles ne sont pas bien équilibrés entre la sphère"Publique, privée et société civile, l'entreprise privée, telle qu'elle est, ne s'épanouira pas et les caisses de l'État, comme elles le sont actuellement, restent toujours désespérément vides.

De la même manière, si le rôle de l'État est prédominant, en faussant le jeu d'équilibre entre les différentes composantes de la société, le déséquilibre, qui en découle, s'installera partout dans le pays, synonyme du désordre, de l'insécurité, du mal vivre ensemble et de la frustration du peuple.

Si la CEDEAO a échoué à gérer les crises politiques, qui ont éclaté dans les différents pays, c'est plutôt parce que la sphère privée lui a cruellement manqué dans ses fondements. Là aussi, l'équilibre des forces n'est pas totalement restauré à cause de l'absence quasi-totale d'entité privée. Ce qui constitue un handicap important pour l'organisation sous-régionale, comme on l'a vu dans la gestion de beaucoup de crises, l'empêchant de disposer de ressources dynamiques pour apporter les solutions adéquates.

Construire une société de travail

Dans ces conditions, construire une société dont le travail sera le substrat va nécessiter d'abord que la jeunesse puisse s'éloigner des idéologies politiques, comme le nationalisme et le souverainisme, présentés de façon pathétique comme idéologie de reconstruction de la nation.

Une jeunesse face à son destin, dans le but d'améliorer sa condition, doit s'interroger sur son devenir. Pour cela, le salut d'une jeunesse épanouie doit venir d'elle-même, plutôt que de servir de bras armés pour des idéologies propagandistes qui n'entretiennent en fait aucune réalité avec son vécu, ni avec ses aspirations profondes.

Eh bien ! Jeunesse, sachez-le une fois pour toute : votre plan de carrière, c'est vous-même qui devez le tracer. Il est donc clair que votre plan de carrière, tout comme l'action qui y mène, ne doivent pas vous échapper : plus vous vérifiez vos forces dans l'action que vous commandez, plus la confiance va s'instaurer en vous. Et c'est là justement que vous remarquerez, par vous-mêmes, que cet exercice de vérification renforce indubitablement votre confiance en vous.

Alors, jeunesse malienne, n'écoutez plus jamais les discours creux du patriotisme-nationalisme avec, en toile de fond, la reconstruction de la nation sous le label flatteur du « Mali-Kura ». Pendant ce temps, où le nationalisme-souverainisme triomphant est de mise, on est toujours contraint de remettre du cash à un agent de la sphère publique, sans remise

de reçu, comme on le dit sous les manteaux, pour défendre son entreprise et protéger ses affaires.

Tout le monde le sait ; c'est la règle du jeu du système actuel dans le Mali Kura.

Quelle vertu pour le « Mali-Kura »?

L'éducation, en tant que telle, tout comme la source de distribution de la justice, sont les égalisateurs les plus puissants de la société humaine. Elles nous amènent vers un avenir qui devrait correspondre assurément à nos aspirations individuelles.

De fait, l'éducation est censée développer notre génie. Elle devient alors le bien le plus précieux pour un individu.Étant le levier de la dignité et la probité, l'éducation, dans ce sens, contribue à construire la culture d'un peuple qui, à son tour et fort de ses atouts, pourra également déverser dans la culture universelle.

Au vu de l'état de notre système éducatif, avec ses tares et ses incohérences, nous comprenons aisément bien notre absence remarquée dans le concert des nations. Et cela, malheureusement dans presque tous les domaines de l'activité économique, politique et autres.

C'est bien d'ailleurs pour cela qu'on dit que l'éducation contribue à garantir la mobilité sociale, l'épanouissement humain et à renforcer le degré de citoyenneté d'un individu.

L'éducation, c'est bien connu, doit être plutôt confiée à des hommes et des femmes bien... éduqués. Comme le philosophe le dit : « pour éduquer, il faut être éduqué ». Ne l'oublions pas, pour l'essentiel.

Dans les méandres de l'abîme

Telle une éducation boiteuse, à coup sûr, la mauvaise distribution de la justice aura comme conséquence, sur le citoyen et la société dans laquelle il vit, la frustration et la violence. C'est tout cela qui conduit, sous nos yeux, à la radicalisation, sous toutes ses formes. De plus en plus, dans notre pays et ailleurs dans la sous-région, le terrorisme radical et violent prend forme et gagne du terrain.

Dans un tel contexte de violence et de frustration, près de 70% de la population malienne est analphabète de sa langue officielle aussi bien que dans sa langue maternelle. C'est tout cela qui explique crûment pourquoi notre économie est faible, nos entreprises fragiles qui ne créent que très peu de richesses et qui, à la moindre secousse, notamment les coups d'État et autres mouvements populaires violents, disparaissent dans les méandres de l'abîme.

Ajouter à tout cela la pression forte de l'administration publique, qui est devenue la première tueuse de nos entreprises, nous pouvons nous rendre compte jusqu'à quel degré la mauvaise distribution de la justice et le chaos



éducatif constituent, pour nous, nos entreprises et notre avenir, de véritables handicaps structurels.

La politique, un métier de conquête du pouvoir sans arme, ni violence

Face au déséquilibre des forces, croissant dans les institutions, on assiste à l'envahissement dans l'arène nationale, des ingénieurs du chaos qui se transforment en de véritables idéologues des discours propagandistes et souverainistes naissants.

À l'évidence, la jeunesse doit s'éloigner de ces propagandistes et complotistes de toutes sortes qui sont en réalité de véritables marchands d'illusions, forts dans l'embrigadement des consciences populaires.

Ces derniers temps, ils portent sur eux toutes les théories malsaines à l'encontre des partis politiques. Pour autant, il est prescrit dans toutes les lois universelles, voire la constitution malienne, que la conquête du pouvoir peut être assimilée à un métier qui ne nécessite ni violence, ni arme pour se pratiquer.

C'est pourquoi, la jeunesse doit forcément s'éloigner de ces discours propagandistes-souverainistes. Et cela, pour ne pas servir comme de chair à canons pour ces marchands.D'illusions qui profitent du déséquilibre des forces dans les institutions, et tout ce que cela implique, dans le but d'endoctriner les consciences non éduquées et frustrées.

Mamadou Sinsy Coulibaly :
Président du Groupe Kledu,
Officier de l'ordre national du mérite de la République Française,
Commandeur de l'ordre national du Mali
L'Alternance



Police nationale en deuil : Hommage à l'Inspecteur Général de Police Anatole Sangaré



Le Mali pleure la disparition de l'Inspecteur Général de Police Anatole Sangaré, un pilier de la sécurité de l'État, décédé à l'âge de 77 ans. Ses funérailles se sont déroulées à l'École Nationale de Police Amadou TOURE, un lieu emblématique où de nombreuses carrières exemplaires ont débuté. La présence du Premier ministre, Général de Division Abdoulaye Maïga, a donné une dimension personnelle et nationale à cet hommage solennel.

Né en 1948, Anatole Sangaré a dédié sa vie au service de l'État malien. De la Police nationale à Air Mali, en passant par des postes stratégiques en sécurité d'État, il a toujours fait preuve d'humilité et de rigueur. Son expertise a été reconnue au niveau international, notamment dans des missions de maintien de la paix qui ont honoré son pays.

Lors de la cérémonie, le Directeur général adjoint de la Police nationale a souligné le parcours exceptionnel d'Anatole Sangaré, un homme méthodique, engagé et convaincu. Ses décisions ont eu un impact sur l'histoire nationale, malgré sa discrétion médiatique. Les témoignages émouvants de ses collègues et de sa famille ont souligné sa droiture, sa loyauté et son dévouement envers ses proches.

Pour la famille Sangaré, Anatole était un modèle d'éducation, prônant l'intégrité, le respect



et la discrétion. Son fils a rappelé ces valeurs, appelant à perpétuer l'héritage de leur père. Anatole Sangaré restera dans les mémoires comme un homme d'exception, un pilier de la sécurité malienne et un exemple à suivre pour les générations futures.

La cérémonie funèbre s'est déroulée dans une atmosphère de recueillement, réunissant famille, amis, collègues, personnalités publiques et représentants de diverses institutions. La présence des membres du Gouvernement, des représentants du Président de la Transition, des officiers des forces de défense et de sécurité ainsi que d'anciens collaborateurs témoigne de l'importance et du respect accordés à l'Inspecteur Général Sangaré.

L'unité de l'État malien s'est manifestée à travers cette diversité d'institutions venues saluer une dernière fois celui dont l'empreinte restera marquante dans l'histoire de la sécurité nationale. La cérémonie s'est poursuivie par des hommages officiels et s'est conclue par une prière traditionnelle chrétienne à la cathédrale de Bamako, où des bénédictions ont été offertes pour le repos de son âme.

L'inhumation au cimetière de Bamako-Coura, en présence de proches et d'anciens collaborateurs, a été un moment empreint de tristesse et de recueillement, symbolisé par les larmes et les prières mêlées. La disparition de l'Inspecteur Général Anatole Sangaré est présentée comme un deuil non seulement familial ou institutionnel, mais comme la perte d'un patrimoine humain précieux pour la nation malienne.Son exemple de dévouement, de discipline et de patriotisme : un héritage moral essentiel à transmettre aux générations futures en quête de repères et de valeurs.

Ainsi, Anatole Sangaré représente une figure exemplaire du service de l'État, fidèle à ses principes et à sa mission, laissant derrière lui un legs d'éthique du travail, de responsabilité et d'amour profond pour le Mali. Son histoire mérite d'être contée et étudiée comme un modèle à suivre, rappelant à tous l'importance du service public et de l'engagement envers la nation.

Fatou Sissoko



Le temps est venu de mettre fin à la transition : Pour un Mali debout, républicain et juste



Je ne cherche ni à rassembler, ni à plaire, ni à conquérir. Je ne suis en quête ni de militants, ni de fonctions, ni de drapeaux. Mon seul engagement est pour le droit, contre l'injustice, et au nom de la République.

Depuis cinq ans, le Mali est maintenu dans une transition sans fin, conduite par un pouvoir militaire illégitime, qui a échoué à garantir la paix, à restaurer l'État, et à protéger la population. Ce qui devait être une parenthèse de refondation s'est transformé en impasse autoritaire. La République est en panne, les institutions sont aux ordres, les libertés sont piétinées, et la société malienne, épuisée, oscille entre résignation et colère.

Sur le plan sécuritaire, la situation n'a jamais été aussi dégradée. Les groupes terroristes gagnent du terrain, frappent dans toutes les régions du pays, des civils sont massacrés, des villages entiers rasés, et des soldats tombent dans l'anonymat, sans hommage ni explication. Les camps militaires reculent, les axes sont coupés, le pays est fragmenté, parfois inaccessible à l'État. L'armée, malgré son engagement, risque de revivre les humiliations de 2012, confrontée à une guerre asymétrique sans moyens, sans vision, sans coordination.

Mais le pire est ailleurs : dans la désinformation organisée. La propagande remplace l'information. Les populations, exposées à une communication d'État erratique, sont tenues dans l'illusion, gavées de récits de victoires fictives, d'ennemis imaginaires, de traîtres désignés. On ne combat plus les terroristes, on stigmatise des communautés entières — Touaregs, Peuls — désignées comme coupables collectifs. On ne gouverne plus, on désigne des boucs émissaires. C'est la guerre de tous contre tous, la guerre sans fin, la guerre sans justice.

C'est dans ce contexte de faillite sécuritaire, politique et morale que je propose une voie de sortie. Une voie de droit, une voie de paix, une voie de République. Non pour prendre le pouvoir, mais pour empêcher que la République ne meure dans le silence et l'indifférence.

Un sursaut par le droit, non par la force

La transition militaire a échoué. Elle doit prendre fin. Sans condition, sans marchandage, sans prorogation. Il faut dissoudre le Conseil



national de transition, congédier le gouvernement militaire et engager une transition civile encadrée, fondée sur l'éthique, la responsabilité et la légalité.

Un collège présidentiel tournant, composé de quatre personnalités morales, assumera la représentation de l'État. Un gouvernement civil, gouvernera par ordonnance, sous le contrôle de ce collège et l'arbitrage du Collège des Sages.Les nominations aux hautes fonctions seront soumises à l'accord unanime de ce Collège, garant d'un État intègre. Rupture éthique et garanties irréversibles. Le nouveau contrat républicain doit s'adosser à des incompatibilités claires et inébranlables : - Incompatibilité entre statut militaire et fonctions politiques pendant 10 ans ; - Incompatibilité entre fonctions politiques et exercice d'un culte religieux ; - Interdiction de toute forme de propagande d'État et bannissement des influenceurs politiques financés par les deniers publics. Par ailleurs, le coup d'État sera désormais un crime constitutionnel, imprescriptible et non amnistiable, puni à la hauteur de sa gravité historique. Une transition de vingt-quatre mois, pas un jour de plus. La transition civile aura une durée strictement limitée à 24 mois, non renouvelables. Elle aura pour missions : - La rédaction d'une nouvelle Constitution, - La révision du cadre électoral, - L'organisation d'élections générales libres, - La restauration de la souveraineté territoriale et institutionnelle. Les membres de cette transition seront inéligibles à toutes fonctions électives à l'issue de leur mandat. Un Mali réconcilié avec lui-même et réouvert au monde. Il est temps de relancer la coopération internationale, dans la clarté, le respect mutuel et la souveraineté. Ni replis nationalistes, ni alignements aveugles : un Mali partenaire, respecté, utile. Il est temps aussi de réintégrer les organisations régionales pour peser, proposer, et non subir. Ce que nous voulons : un Mali juste, gouverné, stable. Ce n'est pas un appel à la révolution. C'est un appel à la raison. Ce n'est pas une candidature. C'est une exigence. Ce n'est pas un projet personnel. C'est une dette civique. Nous ne voulons pas la guerre, mais la loi. Nous ne cherchons pas le pouvoir, mais la règle. Nous ne désirons pas la vengeance, mais la justice. Conclusion offensive et appel à mobilisation. Le temps du silence est terminé. Le Mali n'a plus le luxe d'attendre ni de subir. J'en appelle solennellement à toutes les forces républicaines, à la société civile, aux syndicats, aux ordres professionnels, aux intellectuels, aux femmes et aux jeunes, à la diaspora, à se lever, à parler, à agir. Reprenons la parole, reprenons la loi, reprenons la République. Le Mali ne doit pas être livré aux armes, aux peurs et aux manipulations. Il doit être remis aux citoyens, aux lois, à la vérité. C'est maintenant. Il n'y aura pas de seconde chance.

Mamadou Ismaïla KONATÉ, Avocat à la Cour, Barreaux du Mali et de Paris Ancien Garde des Sceaux, ministre de la Justice

Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Scandale politique : Des vidéos intimes de la politicienne Denise Dusauchoy fuitent sur la toile



Une affaire de fuite de vidéos intimes secoue actuellement la sphère politique, impliquant la politicienne Denise Dusauchoy, originaire de la République démocratique du Congo. Les vidéos compromettantes ont été diffusées en ligne alors que Mme Dusauchoy se trouve actuellement en Belgique. Il semblerait que ces vidéos ne soient que le début d'une série potentiellement dommageable pour sa réputation.

Les enregistrements révèlent des scènes intimes impliquant la politicienne avec différents partenaires. Selon des sources proches de l'affaire, Denise Dusauchoy pourrait dépasser le tristement célèbre record de Baltasar Egonga, homme politique équato-guinéen connu pour la diffusion de centaines de vidéos érotiques en ligne.

Denise Mukendi-Dusauchoy, une figure politique importante en République démocratique du Congo, a été candidate au poste de gouverneur dans le Kasaï en 2024. Depuis la Belgique, où elle se trouve actuellement, elle dénonce un complot visant à nuire à son image. Elle affirme que les vidéos auraient été extraites de son téléphone pendant une période de détention et soupçonne des proches d'être à l'origine de cette manœuvre.

Autrefois proche du Président Tshisekedi, Denise Dusauchoy, d'origine congolaise française, a récemment réagi à la diffusion des vidéos compromettantes. Dans une vidéo amateur diffusée en ligne, elle a fait des déclarations incendiaires, menaçant ouvertement le chef de l'État.

Denise Dusauchoy a affirmé détenir des vidéos compromettantes impliquant le Président, qu'elle ne compte pas publier pour l'instant mais qu'elle pourrait rendre publiques à tout moment. Elle accuse le Président de mal gérer le pays, de tromper sa femme Denise Nyakeru, et même de flirter avec une certaine Lisette Kabanga.

Dans cette même vidéo, surnommée "The Game", Denise Dusauchoy a présenté ses excuses aux habitants de l'Est qu'elle aurait offensés par le passé. Cette affaire secoue la scène politique congolaise et suscite de vives réactions au sein de la population.

L'affaire des vidéos intimes de Denise Dusauchoy soulève des questions sur la vie privée des personnalités politiques et l'utilisation de telles informations à des fins de déstabilisation. L'avenir politique de Denise Dusauchoy reste incertain alors que cette affaire continue de faire les gros titres et de diviser l'opinion publique.

Fatou Sissoko

Macky Sall face à de graves accusations au Sénégal : Quel avenir politique ?



Depuis sa sortie du pouvoir en avril 2024, Macky Sall, l'ancien président du Sénégal, est au cœur de polémiques et d'accusations graves concernant sa gestion lors de son mandat. Des enquêtes officielles et des rapports indépendants ont révélé des irrégularités budgétaires, des soupçons de corruption à grande échelle et des décisions politiques controversées, telles que le report de l'élection présidentielle, qui ont entaché son image.

L'ombre de la corruption et des décisions politiques contestées plane sur Macky Sall, alors que des rumeurs persistantes circulent sur ses potentielles ambitions internationales. En effet, des sources évoquent la possibilité que l'ancien président vise le poste de Secrétaire général des Nations Unies après le mandat d'António Guterres en décembre 2026. Des discussions auraient eu lieu en coulisses avec le président français Emmanuel Macron, laissant planer le doute sur une éventuelle candidature.

Cependant, cette ambition se heurte à des obstacles majeurs, notamment les actions entreprises par la nouvelle administration sénégalaise pour lutter contre la corruption et poursuivre les responsables présumés des dérives du précédent régime. Des personnalités influentes sont déjà derrière les barreaux pour des affaires de détournement de fonds, ce qui témoigne d'une volonté politique forte de tourner la page sur cette période sombre de la gouvernance sénégalaise.

Le passé politique de Macky Sall, marqué par des épisodes de répression violente de manifestations sociales entre 2021 et 2024, continue de hanter son image. Les critiques d'organisations internationales telles qu'Amnesty International, l'Union européenne et les États-Unis concernant les violations des droits de l'homme et les restrictions aux libertés publiques sous son mandat contribuent à ternir sa réputation.

Ainsi, malgré des ambitions potentielles à l'échelle internationale, Macky Sall doit faire face à un héritage politique lourd, marqué par des accusations de corruption, des violations des droits de l'homme et des décisions contestées. Son avenir politique reste incertain, alors que les autorités sénégalaises actuelles semblent déterminées à poursuivre les responsables des dérives passées, y compris l'ancien président lui-même. Les prises de position de Macky Sall rendent effectivement difficile une éventuelle candidature au nom du

consensus multilatéral, qui est la pierre angulaire de l'ONU. Selon Seydi Gassama, directeur d'Amnesty Sénégal, Macky Sall est perçu par de nombreux défenseurs des droits de l'homme comme un symbole d'un recul démocratique notable, ce qui pourrait compromettre sa candidature.

Cependant, malgré ces critiques, Macky Sall conserve une certaine influence à l'international. Après son retrait de la présidence, il s'est installé au Maroc et a lancé Semmo Holding, un cabinet de conseil visant à maintenir ses liens avec différents partenaires internationaux.
Son parcours en tant que président de l'Union africaine et ses plaidoyers en faveur d'une réforme du Conseil de sécurité de l'ONU ou de l'intégration de l'Union africaine au G20 pourraient constituer des atouts qu'il pourrait mettre en avant.



De surcroît, Macky Sall entretient des relations privilégiées avec des capitales occidentales telles que Paris, Washington et Bruxelles, contrairement à certains de ses prédécesseurs. Cette proximité diplomatique pourrait jouer en sa faveur, car les grandes puissances exercent souvent une influence sur les choix à la tête des institutions multilatérales. Cependant, la désignation d'un Secrétaire général de l'ONU dépend également de l'acceptabilité politique de tous les membres de l'ONU, et le soutien explicite du pays d'origine du candidat est généralement crucial.

Malgré le soutien de poids et son solide bagage diplomatique, la candidature de Macky Sall pourrait accentuer les tensions internes au Sénégal. Elle soulèverait également une question fondamentale pour l'ONU : peut-elle se permettre, alors que son autorité morale est contestée, de confier son avenir à une personnalité nationalement aussi controversée ?

Arouna Sidibé



RCI : Ousmane Sonko à Abidjan pour discuter paix et sécurité en Afrique de l'Ouest



Le Premier ministre sénégalais, Ousmane Sonko, a récemment effectué une visite à Abidjan le vendredi 30 mai. Au cours de cette visite, il a abordé des questions cruciales concernant la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest, en particulier face à la montée des menaces jihadistes dans la région sahélienne.

Pendant son séjour, M. Sonko a souligné l'importance de travailler inlassablement pour instaurer une paix durable en Afrique de l'Ouest. Cette déclaration intervient à un moment où des pays tels que le Mali, le Burkina Faso et le Niger font face à une insécurité croissante due aux violences jihadistes.

Lors de ses rencontres officielles en Côte d'Ivoire, le Premier ministre sénégalais a échangé avec son homologue ivoirien Robert Beugré Mambé ainsi qu'avec le président Alassane Ouattara. À l'issue de ces discussions, il a souligné l'urgence d'une réponse concertée face à la violence qui affecte certains pays de la région et menace l'ensemble des États, y compris le Sénégal et la Côte d'Ivoire.

M. Sonko a évoqué la nécessité de trouver des solutions pour sortir de cette situation, notamment en renforçant la coopération dans la lutte contre le jihadisme. Cette visite s'inscrit dans un contexte diplomatique plus large, puisque le Premier ministre sénégalais s'était rendu à Ouagadougou mi-mai pour discuter d'une collaboration sécuritaire avec le régime burkinabè.

Au-delà des enjeux sécuritaires, cette visite a également permis de renforcer les liens bilatéraux entre le Sénégal et la Côte d'Ivoire. Les deux Premiers ministres ont souligné l'importance de ces relations historiques et ont exprimé leur volonté de les dynamiser davantage. Ils ont mis en avant la nécessité de rendre la coopération entre les deux pays la plus fluide possible, notamment en développant des synergies dans les domaines économiques, sociaux et sécuritaires.

Enfin, il est à noter que cette visite intervient dans un contexte où des tensions persistent entre les pays membres de l'Alliance des États du Sahel et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao). Le Sénégal continue de soutenir la Cédéao tout en jouant un rôle de médiateur pour favoriser le dialogue et la coopération régionale dans la région sahélienne.

Arouna Sidibé

Match amical international des aigles du mali contre la rdc : 5 joueurs feront leur baptême du feu



Le sélectionneur belge des aigles du mali, tom saintfiet a rendu public la liste des joueurs sélectionnés pour la journée internationale fifa, le mardi 27 mai, dans le cadre des matchs amicaux.

Ils sont au nombre de 23 Aigles, parmi lesquels 5 sont à leur 1re sélection. Notamment le gardien de but Lassine Diarra, le défenseur Woyo Coulibaly, les milieux de terrain Moussa Diakité et Kalidou Sidibé ainsi que l'attaquant Gaoussou Diarra.

Le Mali sera opposé à la République Démocratique du Congo (RDC) le jeudi 5 juin à Orléans en France au compte du match amical FIFA. A cet effet, le Coach Tom Saintfiet a fait confiance à 23 joueurs, à savoir 3 gardiens de but ; 7 défenseurs ; 6 milieux de terrain et 7 attaquants.

Le retour de certains au sein de l'équipe

Parmi ces 23 joueurs, on compte 5 nouvelles têtes au sein de cette sélection.A savoir : le gardien de but Lassine Diarra, le défenseur Woyo Coulibaly, les milieux de terrain Moussa Diakité et Kalidou Sidibé ainsi que l'attaquant Gaoussou Diarra. Egalement, on constate le retour de certains joueurs qui n'ont pas été selectionnés lors des derniers regroupements. Il s'agit de Moussa Sylla, de Lassina Sinayogo, de Mamadou Doumbia ou encore de Cheick Keïta.

L'absence des joueurs considérés comme cadres de cette équipe nationale est à souligner. Ces derniers sont, entre autres, Hamari Traoré (même si le Coach Saintfiet a déclaré être toujours en contact avec lui), Falaye Sacko, Diadié Samassekou, Mohamed Camara, Sékou Koïta, Amadou Haïdara ''Doudou'' et surtout de Néné Dorgeles.

Aussi, force est de constater que depuis sa nomination au poste de sélectionneur du Mali, le technicien belge n'a pas toujours pu établir une équipe type pour confirmer ses 11 rentrants. Il faut également signaler que ce match amical peut être mis dans le cadre d'un test avec des nouvelles têtes dans l'équipe avant la Can 2025 programmée au Maroc en décembre prochain.

Mariam Sissoko
Source: Le Sursaut

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Vérifiez vos plans avant de les mettre en exécution, vous éviterez surtout de perdre votre temps pour rien. Une sensation de décontraction et de bien-être intérieur vous permet de vous ressourcer, comme cela vous va bien d'être ainsi plus calme !
Cette journée est prenante par une foule de détails personnels, il vous reste peu de temps pour le reste. Demander un meilleur poste, une augmentation, un changement de statut est tout indiqué, il faut agir.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Votre entourage est aux petits soins pour vous. La chaleur relationnelle sera un vrai plaisir. Vous devriez vous rendre compte qu'une mauvaise habitude peut avoir des conséquences qui ne vous conviennent pas.
Vous avez besoin de vous vider l'esprit et vous savez de quelle façon le faire. Pour vous régénérer une ballade en solitaire, si possible en pleine nature, vous fera le plus grand bien. Dans la journée vous retrouvez la tranquillité.

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Ne vous désolez pas devant les complications de la journée, vous pourrez régler bien des choses, peut-être n'aurez-vous pas assez de temps pour vous consacrer à votre vie privée, ce n'est que partie remise.
Aujourd'hui votre clairvoyance sera au top et vous défendrez vos idées avec vigueur. C'est votre esprit d'analyse qui sera le garant de belles satisfactions. Alors sortez de votre réserve en toute confiance !

Cancer (21 juin - 21 juillet)

Un ciel bienveillant facilite vos échanges. C'est le moment d'approfondir vos relations tout en douceur. Une impression de fatigue entrave vos activités, la réponse se trouve dans la qualité de votre sommeil. Ne négligez pas ce point !
Votre comportement est clair et réfléchi. Vous prenez alors les bonnes décisions aujourd'hui. Vos collègues, votre hiérarchie, vos amis ou votre partenaire sont ravis de votre attitude. Alors, poursuivez sur votre lancée, vous avez tout à y gagner !

Lion (22 juillet - 23 août)

Vous aurez l'occasion d'épanouissement personnel grâce à des loisirs nouveaux. La vie amicale est en relief, aujourd'hui. Il serait positif de faire une trêve dans votre quotidien, dans l'idéal, de prendre une journée de congé pour souffler.
Aujourd'hui, vous avez pleinement confiance en vous et vous allez défendre vos intérêts avec ardeur. Vous allez également vous sentir plus libre d'agir à votre guise. Action et bonne humeur sont au rendez-vous. Que demander de mieux !

Vierge (23 août 23 septmbre)

Vous serez davantage concentré dans vos affaires personnelles. Des gains financiers sont en vue ! Vous serez davantage à l'écoute des besoins de votre corps, profitez-en pour faire un véritable point sur votre alimentation.
Vous organiserez votre journée efficacement, aujourd'hui. Vos contacts amicaux sont bien plus chaleureux. Vous sortez de votre réserve et votre sens du relationnel vous permet de partager des discussions enrichissantes avec vos collègues et vos amis. La communication est au rendez-vous !

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Il y a une réunion en perspective, des souvenirs qui remontent à la surface. Tout ira bien si vous positivez. Vous serez dans d'excellentes dispositions, mais vous risquez d'épuiser votre entourage, ménagez les autres, canalisez utilement votre énergie. C'est une bonne journée. Des projets commencent à prendre forme. Vous êtes plus calme et persévérant pour poursuivre dans un sens constructif. Vous êtes également plus communicatif et plus ouvert pour écouter et suivre les bons conseils. Alors, poursuivez dans cette direction !

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Votre expression gagne en intensité et en impact, aujourd'hui. Vous serez naturellement porté aux excès et aux plaisirs, à attiser favorablement le potentiel de vos liens. Vous provoquez et ça marche !
L'ambiance invite à la douceur du bien-être à la maison ou de la sérénité au travail. Occupez-vous utilement, soignez vos diverses relations, ne vous pressez pas et profiter bien de tous les petits plaisirs de la vie, ce sera alors une belle journée.

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous êtes particulièrement attiré par les expériences insolites... Pensez aux conséquences avant de foncer ! Vous détendre chez vous en toute insouciance sera fort alléchant, donnez-vous le temps pour ce faire sans vous culpabiliser.
L'aide technique d'un collaborateur vous aide à finir un travail pénible, ce lien vous est encore utile bientôt. La chance est avec vous, c'est le moment d'entreprendre pour vos projets, surtout sur le plan relationnel.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Vos liens avec les plus jeunes vous apportent des satisfactions. Libérez-vous de vos doutes inutiles. L'équilibre revient plus facilement, vous êtes davantage à l'écoute de votre corps. Surveillez votre sommeil.
Vous pouvez devenir intolérant quand les choses ne se passent pas comme vous le souhaitez. Ce sera le cas. Vous ne ferez pas que des amis, vous perdez patience, vous ne savez pas contenir votre colère. Vous pourriez exploser.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vos contacts sociaux vous donneront de grandes satisfactions d'amour-propre ! Ne restez pas isolé. Les à-coups de votre vie sentimentale vous vident de votre énergie... Vous aurez besoin de vous recentrer sur vous-même.
Votre sens pratique et votre clairvoyance sont renforcés et vous aident à trouver des solutions aux problèmes en suspens. C'est une bonne journée pour faire confiance à votre intuition, aller de l'avant et prendre des décisions importantes.

Poisson (19 février - 21 mars)

Votre susceptibilité vous isole des autres, mettez de l'eau dans votre vin et relativisez vos ressentis subjectifs. Surtout ne vous laissez pas submerger par vos craintes. Vous détendre vous fera le plus grand bien !
La journée s'annonce agaçante. Si vous êtes tenté de vous tourner vers un réseau pour vous soutenir, vous risquez d'être déçu. Cogitez, affûtez vos stratégies et plans pour rebondir et dégager les issues dans quelques jours car vous devrez encore attendre...



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous **renseignements**, **abonnements**, **reportages**, **publicités**, **annonces** ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | ampikile@gmail.com | www.malikile.com